

Motion Orientation

CAA de Lille, 13 janvier 2025

Avant la démission du gouvernement Barnier, deux initiatives gouvernementales, l'une concernant les assises de la santé scolaire, l'autre la concertation régionale sur l'orientation (lancée le 28/11) risquaient de remettre en question les missions des psychologues de l'éducation nationale, leur statut et l'existence des CIO au profit des régions.

Les risques sont d'une part une vision de la prise en charge des adolescents axée sur une conception médicalisante de leurs difficultés et d'autre part une vision adéquationniste et non émancipatrice de l'élaboration des projets d'orientation des élèves, renforçant les inégalités sociales, soumettant le processus d'orientation à l'insertion professionnelle à court terme, tout en menant à la privatisation du conseil et de l'accompagnement des élèves.

Au lieu d'améliorer le service public d'État d'orientation, les projets actuels n'envisagent pas des recrutements à hauteur des besoins, ni une concertation constructive avec les personnels concernés et compétents.

Ces projets risquent d'être poursuivis par le nouveau gouvernement. Le SNES-FSU s'y oppose et demande une audience rapide au MENJ, rappelle le cadre législatif de la loi de 2014 et des articles du code de l'éducation précisant les compétences respectives de l'État et de la région en matière d'information.

Il faudra rester vigilant à un éventuel projet de rencontre avec la région Hauts de France et ses « partenaires » pour cette concertation sur l'orientation, rappeler l'importance des missions actuelles des psyen et CIO au sein du service public d'État de l'orientation, en soulignant les principes d'éthique et d'émancipation qui sous-tendent nos accompagnements.

Nous rappelons qu'au niveau académique, les difficultés de recrutement de contractuel(les) sur poste vacant ou remplacement restent problématiques et font peser sur les équipes en poste, déjà en surcharge, des responsabilités supplémentaires. Les psyen n'ont pas à compenser la mauvaise gestion des ressources humaines et le manque de recrutement.